BILLET D'ACTUALITÉ

COP 29 EN VUE : QUOI DE NEUF DEPUIS UN AN ?

Par Paul Derreumaux, Economiste, fondateur de Bank of Africa

- ***La COP 28 de 2023 à Dubaï ne semble pas avoir mené à des mesures considérables, et leur application lente reflète le peu d'enthousiasme existant.***
- ***Les accidents climatiques violents se multiplient, entre sécheresse, cyclons et inondations, sur tous les continents de la planète.***
- ***Les efforts des acteurs étatiques et économiques ne sont pas négligeables, mais restent loin d'être suffisants.***

En novembre prochain, une très grande majorité des Etats et des grandes organisations devraient se retrouver à Bakou pour la 29ème Conférence Internationale sur le Climat (COP 29). A moins d'un mois de cette rencontre, les changements intervenus depuis la COP 28 diffèrent selon qu'on observe les décisions collectives mises en œuvre, l'évaluation des dangers, les efforts des Etats, les progrès des entreprises ou la situation de l'Afrique.

La réunion de Dubaï en novembre 2023 n'avait permis que des décisions limitées et leur mise en application est fort lente. Un des résultats tangibles les plus importants a été la création du « Fonds Pertes et Dommages » pour le financement de la réparation des dégâts liés aux accidents climatiques dans les Pays les moins Avancés, demandé de longue date. Toutefois, celui-ci est encore loin d'être opérationnel et n'a recueilli que des promesses d'engagement à concrétiser. Sur un autre plan, les 100 milliards de USD que les pays riches avaient décidé en 2009 d'apporter chaque année, entre 2020 et 2030, au profit des actions des pays en développement visant à éviter et combattre les dérèglements du climat n'ont été atteints qu'en 2022. Ces montants sont cependant surtout d'origine privée et sous forme de prêts, et apparaissent aujourd'hui notoirement insuffisants. De multiples structures sont apparues, mais un bilan d'ensemble des réalisations et de leurs résultats est à faire. Si cette profusion d'initiatives confirme une prise de conscience généralisée et un recul du « climatoscepticisme », les actions menées illustrent le peu d'enthousiasme pour un travail commun sur les enjeux les plus décisifs -comme cet agrément « équivoque » de la COP 28 sur le « transitional way » vers les énergies renouvelables-, faute d'une gouvernance mondiale plus contraignante et unanimement acceptée, et d'approches techniques agréées par tous.

Face à ce constat décevant, les évolutions climatiques se font plus menaçantes. Les derniers rapports du Groupe d'Experts pour le Climat (GIEC) détaillent des points d'inquiétude plus nombreux et plus dégradés- fonte accélérée des glaciers, surtout dans l'Arctique, qui est peut-être l'indicateur le plus inquiétant ; montée des eaux ; réchauffement généralisé des terres et océans ; accidents climatiques multipliés. La limitation de la hausse des températures mondiales à 1, 5° par rapport à l'ère préindustrielle parait désormais quasiment impossible et une borne alarmiste à +2,5° semble déjà difficile à l'horizon 2050. Dans de nombreux pays, longues sécheresses et graves inondations peuvent alterner à bref délai, parfois aux mêmes endroits : les Philippines, le Brésil, la Californie, l'Espagne, l'Ethiopie, la Chine en ont été victimes ces deux dernières années. Cyclones et ouragans semblent gagner en violence et en fréquence : la Floride essuie ce mois en 8 jours les deux ouragans Hélène et Miton de force 5. Au Brésil, une forte sécheresse a ravivé les feux de forêt en Amazonie alors que la déforestation humaine avait été stoppée pour l'essentiel. Les contraintes climatiques perturbent les pratiques agricoles ancestrales, de l'élevage bovin ou de la vigne en Europe. Le réchauffement réduit la diversité biologique dans le monde entier. Les faits nous rappellent donc sans cesse l'urgence des combats à mener.

Ceux-ci semblent toutefois s'être renforcés au niveau des Etats, en particulier pour le « mix énergétique ». Dans l'Union Européenne (UE), les énergies renouvelables constituent désormais, selon une étude du bureau Strategic Perspectives, environ 25% de la production d'électricité mais atteignent des niveaux très inégaux – en 2022, 66% du total en Suède mais seulement 21% en Allemagne et 23% en France-. Les progrès s'accélèrent avec le Plan Vert mais restent en ordre dispersé : pour 2030, le taux des « énergies propres » approcherait 80% en Espagne, mais la partie orientale de l'UE, Pologne exclue, ne sera qu'en début de mutation. De plus, certains objectifs particulièrement ambitieux pour la protection de l'environnement pourraient être revus à la baisse, en raison des rejets exprimés par certains secteurs d'activité comme l'agriculture. C'est toutefois en Chine, qui domine la production mondiale de panneaux solaires, d'éoliennes et de batteries, que l'évolution est la plus spectaculaire : la capacité d'électricité photovoltaïque y a doublé ces deux dernières années, représentant plus de 50% de la hausse mondiale, même si la situation est encore nettement moins favorable pour les utilisations effectives. Aux Etats-Unis, la hausse est moins impressionnante, mais la priorité donnée à la recherche-développement dans les investissements réalisés est porteuse pour l'avenir. En Inde, la société Total construit un « giga-parc » mixte -solaire et éolien- d'une capacité totale annoncée de 50 GW en 2030. Les changements opérés donnent des progrès visibles pour les gaz à effet de serre, où les émissions nouvelles de CO2 ralentissent leur hausse, voire reculent -comme en France en 2023 et 2024, et même en Chine en 2024.

A côté des Etats, l'action des entreprises est restée déterminante pendant l'année écoulée. Ce sont elles qui adaptent et inventent les techniques et les produits capables d'être moins énergivores, moins nocifs pour la nature et l'environnement, plus durables. Ces actions concernent un nombre croissant de sociétés de toutes sortes, poussées à la fois par la recherche de coûts plus réduits dans leurs modes de production et de produits plus attractifs par une empreinte carbone plus modérée et/ou de nouvelles préférences des consommateurs. Ces transformations sont nombreuses et touchent tous les secteurs : recyclage de biens de consommation pour l'allongement de leur durée de vie ; changement de matériaux pour certains articles ; nouvelles méthodes de production ; produits alimentaires aux besoins en eau plus modestes… Cette mutation continue n'est pas désintéressée : le dérèglement pénaliserait plus que prévu la croissance économique mondiale – -12% sur 6 ans par degré de réchauffement selon une étude de Harvard - tandis que la décarbonation des

produits peut à la fois diminuer des coûts de fonctionnement et rendre tolérables des prix plus élevés. Si ces constats favorisent l'accélération des mutations, de gros défis peinent à progresser : le stockage du CO2 en grande profondeur n'est qu'au stade d'expérimentation par quelques firmes danoises et norvégiennes ; la diminution du méthane, autres gaz à effet de serre, est à peine ébauchée.

Loin de ces progrès, dans l'attente des financements promis, l'Afrique a aussi subi en 2024 son lot d'accidents climatiques. Aux régions déjà sévèrement touchées, s'est ajouté le Sahel, lourdement frappé par des inondations d'ampleur inhabituelle : près de 1500 morts identifiés, des milliers de personnes déplacées, maisons et récoltes détruites, ... Sur le continent, les principaux investissements recensés concernent surtout les énergies renouvelables. Toutefois, même en ce domaine, les grands programmes pluriannuels, comme celui récemment annoncé en Côte d'Ivoire, restent rares. De plus, les efforts impulsés en 2023, par le Kenya et l'Afrique du Sud notamment, pour que l'Afrique subsaharienne parle d'une seule voix et formule ses propres propositions, semblent plus difficiles à reproduire cette année : les tensions politiques internes ou régionales et les difficultés économiques imposent aux Etats des urgences plus nombreuses qui pénalisent les réflexions stratégiques pourtant indispensables.

Selon les angles d'observation adoptés, le bilan est bien inégal. Décevant pour les actions collectives qui se limitent jusqu'ici pour l'essentiel aux effets d'annonce. Inquiétant pour l'aggravation des risques encourus et la multiplication des signaux d'alerte. En amélioration pour les interventions des Etats face à des dangers majeurs, mais dispersé selon les pays dans les résultats déjà atteints. Encourageant pour les investissements des entreprises, conscientes de l'intérêt que représente pour elles la prise en compte de ces exigences climatiques. Attristant pour l'Afrique, toujours victime de l'insuffisance de ses moyens et de son isolement. La faiblesse d'ensemble dans ces rythmes de réponse empêche de desserrer l'étreinte des dangers. Il reste à souhaiter que la COP 29 saura mettre en valeur l'urgence des périls et convaincre tous les acteurs de renforcer leurs actions, au moins individuelles.

Paul Derreumaux

Economiste, Fondateur de Bank of Africa